

DEVANT LA PRÉFECTURE - MANIFESTATION

Menacés d'expulsion, soutenus par les habitants

Jeudi, à Colmar, 70 personnes, venues de Munster et d'Orbey, ont protesté en vain contre la décision du préfet d'expulser, ce vendredi, une famille albanaise.



Jeudi après-midi, environ 70 personnes, venues de Munster et Orbey, ont protesté à Colmar, devant la préfecture, contre l'expulsion d'une famille albanaise. Photo L'Alsace-Marine Ernout

« Trois ans d'intégration, non à l'expulsion », « citoyens mobilisés pour une famille intégrée », « laissez-les vivre en sécurité », peut-on lire, jeudi après-midi sur les grilles de la préfecture du Haut-Rhin, à Colmar.

Depuis 11 h, environ 70 personnes, membres du réseau interassociatif solidaire de la vallée de Munster et d'associations du val d'Orbey, sont présentes pour protester contre la décision du préfet d'expulser, ce vendredi, une famille albanaise avec trois enfants de âgés de 9 à 12 ans. Les habitants de la vallée de Munster réclament un rendez-vous avec le représentant de l'État. L'objectif ? Qu'il revienne sur sa décision, notifiée la semaine dernière aux intéressés.

« Ils n'ont pas tout laissé derrière eux sans raison »

« Pourquoi un délai si court, ce ne sont pas des criminels, s'interroge Grégory Baïotto, responsable de l'association Vallée de Munster en transition. La famille est parfaitement intégrée. » À ses côtés, le maire de Munster, Pierre Dischinger, qui arbore fièrement son écharpe tricolore, confirme : « Les enfants sont scolarisés et parlent parfaitement le français. »

Arrivés dans la vallée de Munster il y a plus de deux ans, les Iberhasaj ont été déboutés de leur demande d'asile fin 2017, avec obligation de quitter le territoire. Ils ont dû partir du Cada (centre d'accueil pour demandeurs d'asile) de Munster où ils étaient jusqu'alors hébergés. Les associations de la vallée les ont aidés à trouver hébergement et nourriture, le temps que l'obligation de quitter le territoire vienne à terme et qu'ils puissent faire une nouvelle demande d'asile. C'est à l'occasion d'un contrôle routier en novembre dernier qu'ils ont été arrêtés et assignés à résidence, avec une nouvelle mesure d'expulsion. « L'Albanie est considérée comme un pays sûr par l'Union européenne, déplore Grégory Baïotto. Et la famille manque de témoignages précis qui prouvent les menaces que la mafia exerce à son encontre. »

Un constat amer pour le maire de Munster. « Ils n'ont pas tout laissé derrière eux sans raison, nous nous devons de leur offrir un avenir meilleur sans les traiter comme des hors-la-loi », plaide l'édile.

Hier, à quelques heures de l'expulsion, les membres du comité de soutien finissent par obtenir un rendez-vous avec le sous-préfet. Après une heure de discussion, rien ne change. « Dans le Haut-Rhin, un tiers des 1 500 demandeurs d'asile sont des Albanais, la préfecture veut faire barrage », avance Grégory Baiotto.

La famille Iberhasaj doit se rendre aujourd'hui à l'aéroport Paris-Charles De Gaulle. « S'ils ne montent pas dans l'avion, le ministère de l'Intérieur ne les placera pas en centre de rétention », précise le responsable associatif qui craint désormais une errance dans les rues de Paris gelées. « Nous voulons éviter qu'ils prennent une décision dictée par la panique mais nous sommes pieds et poings liés par la décision de l'administration. »